

DOSSIER D'ACCOMPAGNEMENT PÉDAGOGIQUE

EN PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

M R N
MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

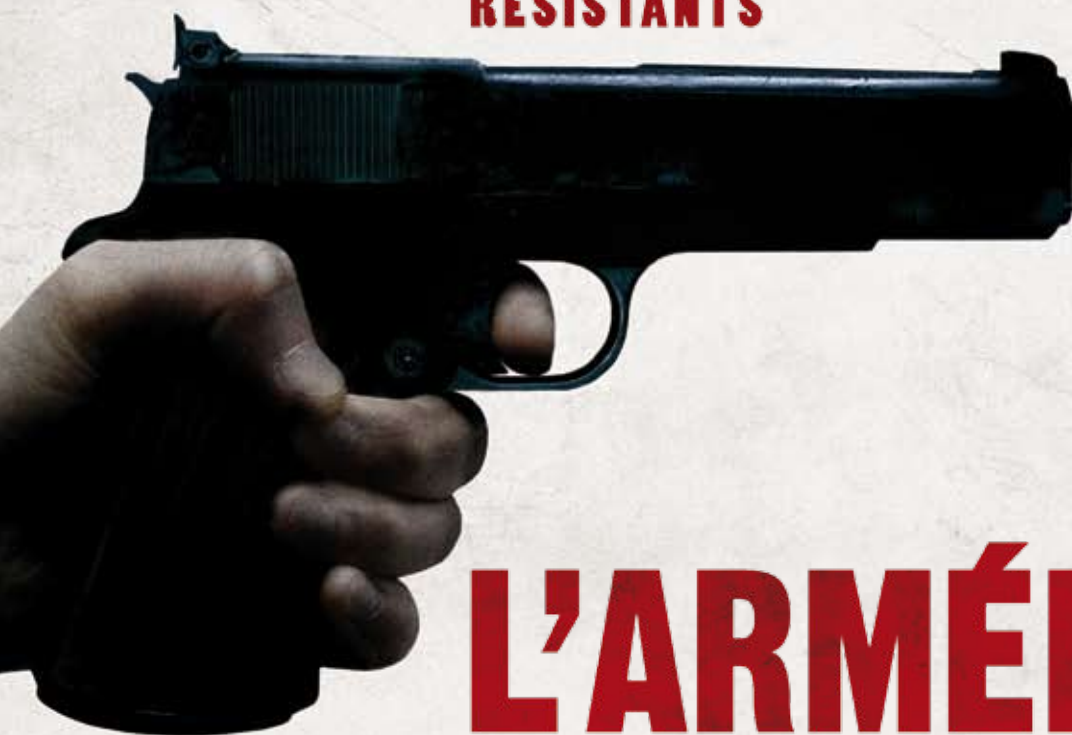
AGAT FILMS & CIE PRÉSENTE



FESTIVAL DE CANNES

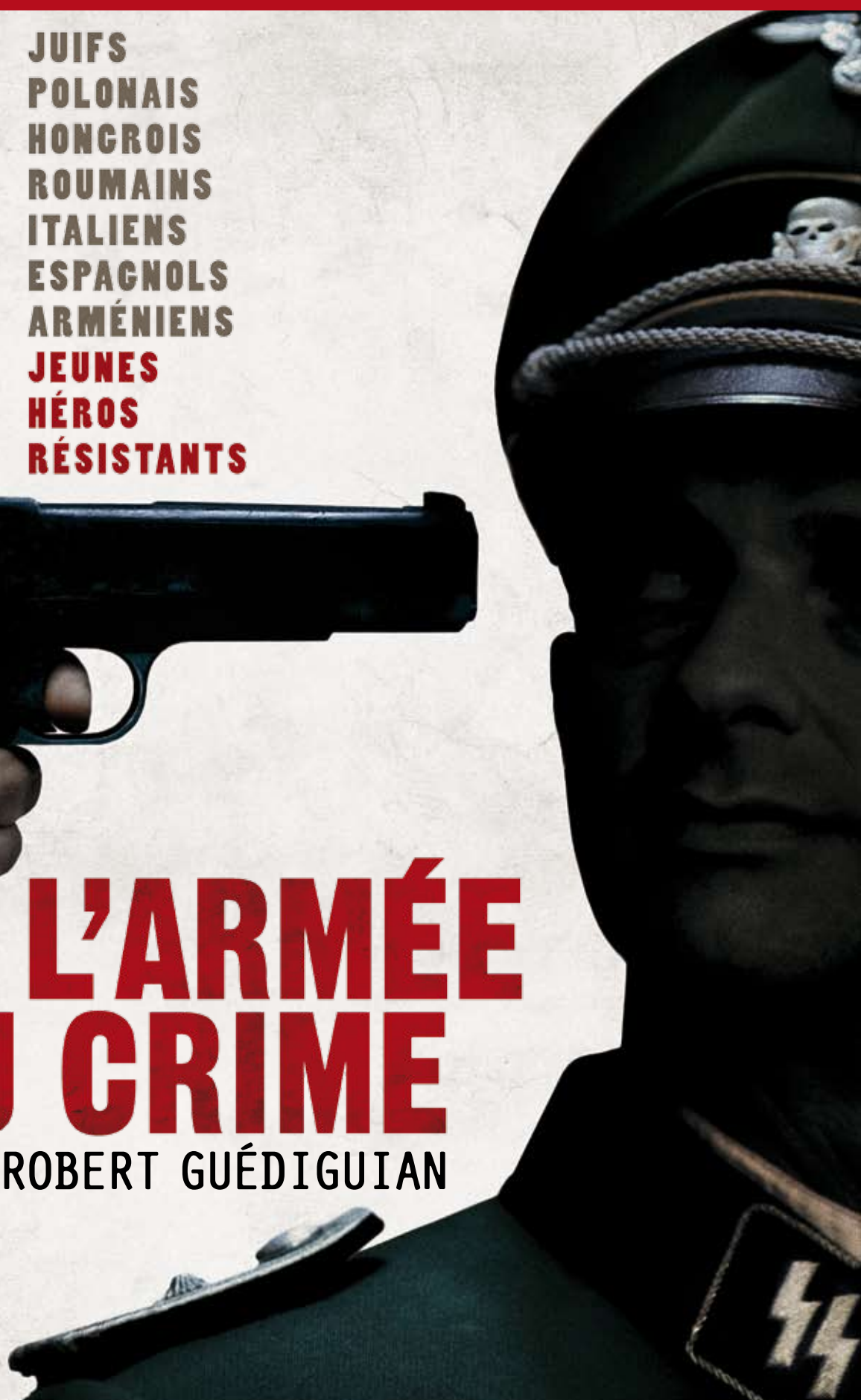
SÉLECTION OFFICIELLE
HORS COMPÉTITION

JUIFS
POLONAIS
HONGROIS
ROUMAINS
ITALIENS
ESPAGNOLS
ARMÉNIENS
**JEUNES
HÉROS
RÉSISTANTS**



L'ARMÉE DU CRIME

UN FILM DE ROBERT GUÉDIGUIAN



LE CRIME EN FRANCE

AGAT FILMS **STUDIO CANAL**

AU CINÉMA LE 16 SEPTEMBRE

**RETROUVEZ LE COMPLÉMENT DES RESSOURCES
PÉDAGOGIQUES SUR WWW.LARMEEDUCRIME-LEFILM.COM**



SYNOPSIS

Dans Paris occupé par les allemands, l'ouvrier poète Missak Manouchian prend la tête d'un groupe de très jeunes juifs, Hongrois, Polonais, Roumains, Espagnols, Italiens, Arméniens, déterminés à combattre pour libérer la France qu'ils aiment, celle des Droits de l'Homme.

Dans la clandestinité, au péril de leur vie, ils deviennent des héros. Les attentats de ces partisans étrangers vont harceler les nazis et les collaborateurs. Alors, la police française va se déchaîner, multiplier ses effectifs, utiliser filatures, dénonciations, chantages, tortures... Vingt-deux hommes et une femme seront condamnés à mort en février 1944.

Dans une ultime opération de propagande, ils seront présentés comme une Armée du crime, leurs visages en médaillon sur un fond rouge placardés sur les murs de toutes les villes du pays. Ces immigrés, morts pour la France, entrent dans la légende. C'est cette belle et tragique histoire que raconte le film.



RÉSISTANCE

RÉSISTANCE : TITRE DU JOURNAL DU GROUPE DU MUSÉE DE L'HOMME FONDÉ PAR BORIS VILDÉ ET ANATOLE LEWITSKY, DÉCEMBRE 1940.

Dès l'été 1940, des refus s'expriment face à la situation d'occupation, de pillage et d'oppression instaurée par l'Allemagne nazie et l'État français. Pour reconquérir l'indépendance, la souveraineté et la liberté, des femmes et des hommes issus de toutes les couches de la société, appartenant à toutes les familles de pensée entrent volontairement dans un nouveau type de guerre : la « Résistance ». Leur combat se mène, sans uniforme, sur tous les fronts : politique, militaire, économique et social, intellectuel et culturel.

Ces femmes et ces hommes, de tous âges, imaginatifs et optimistes, organisent des petits groupes et agissent. Une poignée rejoint les Forces Françaises Libres du général de Gaulle et poursuit la guerre qui continue hors du pays. Ceux restés en France signifient d'abord leurs refus par la publication d'écrits clandestins, par des manifestations

publiques de leurs sentiments patriotiques, par la défense des droits élémentaires de la personne et des droits sociaux. À partir de l'été 1941, un petit nombre engage une lutte directe contre les forces d'occupation.

Étrangers, immigrés et ressortissants de l'empire colonial participent à tous ces combats qui iront croissant, souvent par reconnaissance pour le pays qui les a accueillis ou par attachement aux valeurs de la France des Droits de l'Homme.

Durant quatre ans, en s'épaulant, l'occupant et l'État français répriment par des pratiques de terreur de plus en plus féroces la Résistance et les sympathies qu'elle rencontre dans la population. La Résistance ne cesse de se développer, et le 6 juin 1944 le général de Gaulle peut déclarer que « la bataille de France est la bataille de la France ».



Affichette fait main, vraisemblablement de la JC . SD

L'AFFICHE ROUGE

« VINGT ET TROIS QUI CRIAIENT LA FRANCE EN S'ABATTANT »

« GROUPE MANOUCHIAN », LOUIS ARAGON, 1955

À Paris, le 19 février 1944, le tribunal militaire allemand auprès du commandant du Grand Paris condamnait à mort 23 résistants. Le 21 février, les 22 hommes sont fusillés au Mont Valérien. La seule femme, Olga Bancic, est déportée et exécutée le 10 mai 1944 à la prison de Stuttgart en Allemagne.

Du procès nous ne savons presque rien : seul le verdict, consigné sur une feuille, a été retrouvé. Vraisemblablement, les 23 ont été jugés à huis clos, sans défense. La sentence de mort fut sans appel.

De concert, l'occupant et l'État français ont donné un caractère spectaculaire à l'affaire. Tous les médias ont été mobilisés. Une affiche placardée sur les murs de France marque le point culminant de cette campagne. Réalisée par une officine de la collaboration, l'affiche teintée aux couleurs du drapeau nazi, exprime la volonté des autorités de reprendre l'offensive alors que la victoire change définitivement de camp et que l'unité militaire des forces de la Résistance se réalise.

Aux listes des condamnés des avis d'exécutions, aux dessins et aux slogans des affiches de propagande, les publicistes substituent pour les subvertir les signes de l'espérance portée par la Résistance. D'une part,



sont encadrées par le « V » de la victoire et surmontées du mot « libérateurs », 10 têtes de « Juifs », d' « étrangers », de « communistes » comme mises au pilori ; d'autre part, est pointé par ce premier ensemble, le mot « libération » sous-titré par « l'armée du crime » sur fond de photos d'attentats. Les auteurs pensaient réveiller dans la population et dans une partie de la Résistance le spectre de la prise de pouvoir par les communistes (la Résistance en serait l'instrument) à l'issue d'une guerre civile.

Côté judiciaire, la collaboration fut aussi exemplaire. Jugés et fusillés par les Allemands, les 23 ont été traqués par les Brigades spéciales de la Préfecture de police de Paris (BS). Les 23 sont les dernières victimes directes de 3 opérations de filature engagées en janvier 1943. La première visait les jeunes communistes juifs, dont Henri Krasucki était l'un des animateurs (23 mars 1943 :

Tract recto/verso édité et diffusé en même temps que « l'Affiche Rouge », 1944.



57 arrestations suivies en juin de déportations à Auschwitz). La deuxième cibla la direction de la MOI (fin juin 1943 : 71 arrestations suivies de déportations et d'exécutions). La troisième débutait le 16 novembre 1943 en gare d'Évry Petit-Bourg par l'arrestation de Missak Manouchian et de Joseph Epstein (dont les tortionnaires ne connaîtront jamais la véritable identité), puis de 66 autres résistant(e)s. Les BS, créées en mars 1940 pour lutter contre le communisme, seront le fleuron de la collaboration policière totale scellée au plus haut niveau en août 1942 par René Bousquet, secrétaire général de la police française, et Karl Oberg, chef supérieur de la SS et de la police allemande en France.

Fiche de police de Maria Sagrano Perez Dolorès, suspecte communiste. Pièce du fichier de police des commissariats d'Ivry et de Vitry. Réalisée dès 1936, lors des grèves, il est réactive en février 1941.



LA LUTTE ARMÉE

« AMI ENTENDS-TU, ... »

« CHANT DES PARTISANS », ANNA MARLY, JOSEPH KESSEL, MAURICE DRUON, 1943

Les FTP unifient au début de 1942, sous la direction de Charles Tillon, les différents groupes d'action initiés par le PCF (Organisation spéciale, « bataillons de la jeunesse », groupes de combat de la MOI). Ils rassemblent dans les deux zones des « patriotes », de toutes origines, partisans de l'action immédiate dans une lutte de guérilla à la ville et à la campagne : l'exécution d'un officier allemand par « Fabien » à Paris (21 août 1941) marque le déclenchement de cette forme de résistance.

En région parisienne, en 1942, à partir des organisations de la MOI sont créées au sein des FTP des groupes FTP-MOI qui forment quatre détachements (roumain; juif; italien; « dérailleurs »), deux équipes bulgare et espagnole, un service médical, un service de renseignement et, en 1943, une équipe spéciale. Leur direction militaire est assurée à l'été 1943 par Missak Manouchian succédant à Boris Holban en liaison avec Joseph Epstein (FTP). Ces groupes réalisent un nombre impressionnant d'actions dont l'exécution le 28 novembre 1943 du SS-*Standartenführer* Julius Ritter, responsable du STO en France. Les 23 sont issus de ces différentes unités.

D'autres groupes, créés par des anciens des Brigades internationales, agissent en France. À Lyon, au printemps 1942, naît le détachement « Carmagnole ». Suivront au printemps 1943 le détachement « Liberté » à Grenoble et le maquis « Chant du départ » dans la Drôme. À Marseille, à l'été 1942, se forment des groupes dans les Bouches-du-Rhône, le Var et les Alpes-Maritimes. Enfin, à Toulouse, en novembre 1942, « la 35ème Brigade » voit le jour.

Liés au plan politique à ces groupements FTP-MOI, luttent aussi des résistants de toutes origines au sein du TA (Travail [anti]allemand), du Travail [anti]italien, du Comité central des prisonniers de guerre soviétiques en France et, plutôt en zone Sud, dans les groupes de « guerilleros » espagnols ou les groupes de l'Union de la jeunesse juive.

Des Français combattent au sein des FTP-MOI et de nombreux étrangers, immigrés, ressortissants de l'empire colonial luttent au sein des FTPF ainsi que dans tous les autres mouvements de la Résistance française ou au sein de réseaux alliés en France.

Le 21 février 1944, sur d'autres rives de la Méditerranée ou de la Manche plus de 350 000 « indigènes » se préparent aux combats pour la libération de la France.



Papillon FTP diffusé à Paris pour la célébration de la victoire de Valmy, le 20 septembre 1942.

LEXIQUE :

- 1. Organisation spéciale (OS) :** structure initiée par le Parti Communiste Français (PCF) pour la protection des militants engagés dans des actions publiques et des cadres. Elle devient pendant l'été 1941 un instrument de la lutte armée.
- 2. Jeunesses communistes (JC: organisation de jeunesse du PCF).** Interdites en septembre 1939 en même temps que le Parti Communiste, elles sont reconstituées dans la clandestinité à l'été 1940. Elles s'implantent en premier lieu en milieu urbain et ouvrier, dans les lycées et les universités, parmi les jeunes filles et les jeunes issus de l'immigration juive d'Europe centrale. Elles impriment et diffusent un grand nombre de publications, dont l'organe central « L'Avant - Garde ».
- 3. MOI (Main-d'œuvre immigrée, appelée «Main-d'œuvre étrangère» jusqu'en 1932)** est une structure créée par le PCF (1925) pour organiser par groupe de langue les ouvriers immigrés, appelés en nombre pour la reconstruction de la France après la Première Guerre mondiale. Chaque groupe (italien, espagnol, polonais, russe, tchèque, etc) a ses propres publications en langue maternelle mais aussi souvent ses cercles culturels, ses associations sportives ou de jeunesse.
- 4. Les Francs-Tireurs et Partisans Français (FTPF ou FTP),** nommés en référence aux francs-tireurs de la guerre de 1870 célébrés par Victor Hugo, sont une des organisations de lutte armée de la Résistance française.





Missak Manouchian
(Simon Abkarian)

MISSAK MANOUCHIAN

(1906, Empire ottoman). Rescapé du génocide arménien, rejoint la France en 1925. Écrivain, poète et militant du PCF. Responsable du journal en arménien de la MOI. Dans la clandestinité, responsable de la section arménienne de la MOI. Il rejoint les FTP-MOI en février 1943.



Mélinée Manouchian
(Virginie Ledoyen)

MÉLINÉE MANOUCHIAN

(1913 – 1989). Compagne dans la vie et dans la Résistance de Missak Manouchian. Échappe aux arrestations et continue le combat. Elle publie en 1977, aux EFR, une biographie de Missak intitulée *Manouchian*.



Marcel Rayman
(Robinson Stévenin)

MARCEL RAYMAN

(1923, Varsovie, Pologne). Tricoteur. Sportif au Yask et militant des pionniers puis à l'Union des Jeunes Juifs (jeunes communistes). À l'été 1943, devient responsable militaire de « l'équipe spéciale » au sein des FTP-MOI. Participe à l'exécution de Julius Ritter le 28 septembre 1943.

SIMON, son jeune frère, est arrêté en 1943. Interné au camp de Compiègne, il est déporté à Buchenwald le 19 janvier 1944. Rescapé, il revient sur Paris fin avril 1945.



Thomas Elek
(Grégoire Leprince-Ringuet)

THOMAS ELEK

(1925, Hongrie). Étudiant. Sympathisant des jeunesses communistes, chef de groupe au sein des FTP-MOI, puis chef d'un groupement de dérailleurs. **HÉLÈNE**, sa mère, résistante, écrit une biographie *La mémoire d'Hélène* éditée en 1977 chez Maspéro.



Joseph Boczov
(Ivan Franek)

JOSEPH BOCZOV

(1905, Hongrie). Ingénieur chimiste. Combattant des Brigades internationales. Interné, évadé, déchu de la nationalité roumaine, apatride. FTP, puis successivement chef du 1er et du 4ème détachement (dérailleurs) FTP-MOI.



Olga Bancic
(Olga Legrand)

OLGA BANCIC

(1912, Russie). Ouvrière, militante syndicaliste en Roumanie, doit s'exiler en 1938. Elle confie son bébé à une famille française et, avec l'écrivain Alexandre Jar, s'engage dans les FTP, puis FTP-MOI. Comme toutes les autres résistantes françaises condamnées à mort, elle est déportée en Allemagne. Elle est exécutée le 10 mai 1944, à Stuttgart.



Celestino Alfonso
(Miguel Ferreira)

CÉLESTINO ALFONSO

(1916, Espagne). Ouvrier menuisier. Responsable des Jeunesses Communistes à Ivry (Seine). Combattant des Brigades internationales. Chef de groupe dans les FTP-MOI. Participe à l'exécution de Julius Ritter le 28 septembre 1943.

LISTE DES 22 FTP-MOI D'ILE-DE-FRANCE FUSILLÉS LE 21 FÉVRIER 1944 AU MONT VALÉRIEN :

ALFONSO CELESTINO,	KUBACKI STANISLAS,
BOCZOV JOSEPH,	LEVITIAN ARPEN,
CLOAREC GEORGES,	LUCCARINI CESAR,
DELLA NEGRA RINO,	MANOUCHIAN MISSAK,
ELEK THOMAS,	RAYMAN MARCEL,
FINGERCWEIG MAURICE,	ROUXEL ROGER,
FONTANO SPARTACO,	SALVADORI ANTOINE,
GLASZ EMERIC,	SZAPIRO WILLY,
GEDULDIG JONAS,	USSEGLIO AMEDEO,
GOLDBERG LÉON,	WAJSBROT WOLF,
GRZYWACZ SZIOMO,	WITSCHITZ ROBERT.

JOSEPH EPSTEIN (colonel Gilles), commandant de tous les FTP d'Ile-de-France, est arrêté lors du rendez-vous avec Manouchian. Il sera fusillé au Mont Valérien le 25 avril 1944 avec 29 autres résistants français.

LES AUTRES FRONTS DE RÉSISTANCE

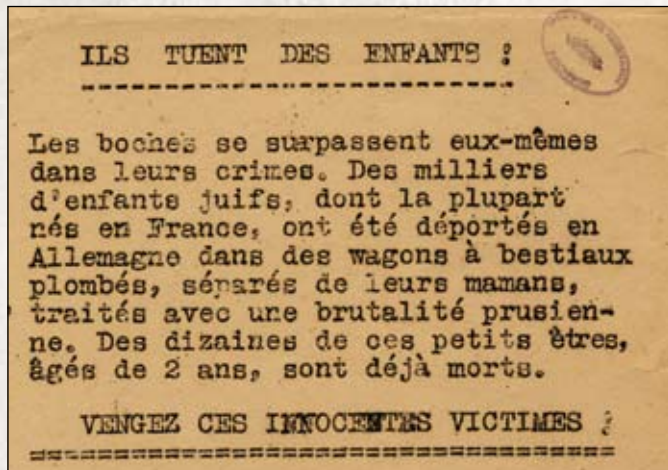
« PAR DES FIBRES À LA FOIS DISSEMBLABLES ET FRATERNELLES »

MARIE-MADELEINE FOURCADE, RÉSISTANTE, CHEF DU RÉSEAU « ALLIANCE »

L'engagement des 23 dans la lutte armée est la poursuite logique d'autres combats précédemment engagés contre les nazis et leurs alliés. Il en est de même pour tous leurs camarades.

Pour les immigrés de ces groupes FTP-MOI, ce combat a commencé dans le pays même qu'ils ont dû quitter. Souvent il s'est prolongé dans les Brigades internationales pour la défense de la République espagnole puis dans l'armée française durant la campagne de France (soit plus de 100 000 étrangers incorporés).

Tous, du début de l'occupation à leur entrée dans les FTP, participent aux premières formes de résistance impulsées par le Parti communiste, quelles que soient les contradictions de sa ligne politique générée par le pacte germano-soviétique (1939) et définitivement levées en mai 1941 par son appel à la création d'un « Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France ». Ils agissent notamment dans les comités populaires et ses « groupes de sabotage et de destruction », dans l'Organisation spéciale (OS), aux Jeunesses communistes (JC).



Papillon édité et diffusé par le MNCR (mouvement national contre le racisme, ancêtre du MRAP actuel), été 1942.

Pour le plus grand nombre, ainsi que pour leurs enfants, c'est au sein des organisations de la MOI qu'ils font leur classe en résistance. La MOI est un facteur important d'intégration dans la société française pour beaucoup d'immigrés et, l'occupation venue, de leur participation à la Résistance française sur tous les fronts jusqu'à la Libération. La reconstruction dans la clandestinité des structures de la MOI suit de près celles d'avant-guerre.

Les groupements nationaux éditent en grand nombre des journaux clandestins en langues étrangères et oeuvrent à la réalisation de l'unité de leurs compatriotes dans la lutte contre l'occupant. La section juive de la MOI est l'une des plus actives. Sa presse, ses organisations en premier lieu « Solidarité » (d'où naîtront le MNCR et l'UJRE), jouent un rôle essentiel dans l'entrée en résistance des Juifs, dans leur unité face à l'adversité qui aboutit notamment à la fondation du « Conseil représentatif des institutions juives de France » (CRIF) en janvier 1944. Son action est aussi décisive pour la mobilisation des consciences et des forces dans le sauvetage des Juifs en France.

Tract édité par le PCF dénonçant la rafle du 14 mai 1941 à Paris, dite « rafle du billet vert », visant les Juifs étrangers de sexe masculin.



Journal clandestin édité par le comité polonais d'aide populaire, juillet 1942.



MÉMOIRE(S)

« STROPHES POUR SE SOUVENIR »

AUTRE TITRE DU POÈME DE LOUIS ARAGON DÉDIÉ AUX 23

Macaron à l'effigie d'Hitler réalisé, en février 1944, par le peintre Enrico Pontremoli et destiné à être collé à l'emplacement des 10 portraits de résistants présents sur l'affiche. Photographie de Robert Doisneau faite à la Libération. Avec l'aimable autorisation de l'Atelier Robert Doisneau.



L'« Affiche rouge » est placardée sur tous les murs de France. Cet avis d'exécution qui ne dit pas son nom, qui profane la mémoire des morts par des propos xénophobes et antisémites, suscite immédiatement chez les résistants et dans la population française un immense dégoût envers ses auteurs et de l'admiration pour les combattants qui ont été fusillés.

Depuis la Libération, en dépit de la Guerre froide et de ses conséquences politiques en France, en dépit des aléas d'une construction conflictuelle de la mémoire de la Résistance, le souvenir des 23 et de Joseph Epstein est entretenu par leurs familles, leurs camarades de combat et leurs associations, leur parti : cérémonies sur les lieux de mémoire, en premier lieu au cimetière d'Ivry; publication de leurs dernières lettres ou d'hommages tel « Pages de gloire des 23 »; érections de monuments ou baptêmes de lieux publics, etc. C'est à l'occasion de l'inauguration le 5 mars 1955 d'une rue « groupe Manouchian » dans le 20ème arrondissement de Paris que le poète Louis Aragon publie dans *L'Humanité* son poème, immortalisé par la musique et l'interprétation de Léo Ferré.

Dans le même temps, des acteurs de cette résistance, personnalités ou associations, témoignent ou participent aux travaux de recherche d'historiens pour faire découvrir et donner à comprendre le rôle joué par les « étrangers » dans la Résistance française et dans la libération de la France. Les écrits pionniers de David Diamant et de Gaston Laroche doivent être mentionnés, sans oublier, par exemple, les travaux du colloque tenu à Besançon en 1992 ou l'ouvrage de Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski, *Le sang de l'étranger*.

Cette histoire et cette mémoire entrent progressivement dans l'enseignement, à l'occasion notamment du Concours national de la Résistance et de la Déportation

Mélinée lors de l'inauguration de la « stèle-buste », l'œuvre est d'Ara Haroutiounian, en l'honneur de Missak Manouchian. Cérémonie à l'initiative des Anciens résistants français d'origine arménienne, de l'UGEVR et de l'ANACR (cimetière d'Ivry, novembre 1978). Mélinée et l'artiste ont offert le plâtre du buste au MRN.



(thème de 1998). Elles prennent place dans les musées de la Résistance et de la Déportation en France. Elles sont sources d'inspiration de nombreuses créations artistiques de toutes disciplines. Enfin, symboliquement la mémoire nationale les inscrit dans la pierre ou la fonte de monuments nationaux : « Les sentinelles de la mémoire », Besançon, 1993 ; « Cloche » du Mont Valérien, 2003.

Sans équivalent dans les autres pays occupés en Europe, l'« Affiche rouge » prend place, au fil des années, comme une icône majeure de la Résistance française : un paradoxe au regard de sa fonction initiale. L'affiche tisse le linceul de gloire des résistants qu'elle voulait stigmatiser, impose dans notre mémoire nationale le souvenir de la place éminente prise par des « étrangers » dans la libération de la France, et ainsi, depuis 1944, s'invite de manière permanente dans le débat public pour rappeler les idéaux humanistes et démocratiques attachés au mot France.

RETROUVEZ LA BIBLIOGRAPHIE SUR WWW.LARMEEDUCRIME-LEFILM.COM

Le Musée de la Résistance nationale (né en 1965) collecte tous les témoignages de la Résistance française de toutes natures et de toutes formes, en France et à l'étranger. Cette action a permis la constitution d'une collection d'intérêt national voire international de plus de 500 000 pièces. L'association « Musée de la Résistance nationale » valorise la collection auprès de tous les publics : un outil au service de la collectivité dans des cadres de missions de service public.

Le Musée de la Résistance nationale, qui fédère aujourd'hui 13 associations et 9 sites muséographiques en France, est contrôlé depuis 1985 par la Direction des Musées de France (ministère de la Culture). La collection est entièrement dévolue aux Archives nationales (série 85AJ). Il œuvre sous convention avec le ministère de l'Éducation nationale.

Dépositaire d'un riche patrimoine touchant à la participation des étrangers à la Résistance et à la Libération, le Musée de la Résistance nationale valorise ces fonds : expositions permanentes, expositions temporaires et itinérantes, colloques, publications, etc.

MRN
MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

Parc Vercors, 88 avenue Marx Dormoy,
Champigny-sur-Marne, BP 135, 94501 Cedex
Tel : 01 48 81 53 78

RETROUVEZ LES ACTIVITÉS DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE SUR SON SITE INTERNET WWW.MUSEE-RESISTANCE.COM



21 février 1944, Fresne

Ma chère Meline, ma petite orpheline
bien aimée. Dans quelques heures je
ne serai plus de ce monde. On m'a été fusil-
lé cet après-midi à 15 heures. Cela m'arrive
comme un accident dans ma vie je n'y crois
pas, mais pourtant, je sais que je ne te
verrai plus jamais. Que puis-je te dire.
Tout est confus en moi et bien clair en
même temps. Je m'étais engagé dans l'ar-
mée de la libération en soldat volontaire
et je meurs à deux doigts de la Vic-
toire et du but. Bonheur à ceux qui
vont nous survivre et goûter la
douceur de la liberté et de la Paix de
demain. J'en suis sûre que le peuple
français et tous les combattants de
la liberté sauront honorer notre
mémoire dignement. Au moment de mou-
rir je proclame que je n'ai aucune haine
contre le peuple allemand et contre qui
que ce soit, Chacun aura ce qui lui me-
ritera comme châtiment et comme recom-
pense. Le peuple allemand et tous les autres
peuples vivront en paix et en fraternité

P.S. j'ai quinze
ans. Ta petite
Meline
M. M.

Réaliser aujourd'hui un film sur les parti-
sans du groupe Manouchian, c'est d'abord
réactiver la mémoire de ces étrangers
qui ont combattu entre 40 et 44 pour la
libération de la France. Une France dont
ils voulaient sauvegarder l'image idéale
qui les avait conduit à choisir d'y vivre.
Républicains espagnols, Italiens antifas-
cistes, juifs venus des pays de l'Est, Armé-
niens rescapés du premier génocide du
vingtième siècle... Ils portent tous en eux
une part des tragédies en gestation de ce
siècle, et considèrent la France comme le
bastion de la liberté. Au nom de cet idéal,
ils vont devenir des héros.

Comment ces idéalistes passionnés
se sont emparés d'un enjeu histori-
que qui les dépassait, d'un défi ini-
maginable au début des années 40 :
abattre le nazisme qui dominait alors l'Eu-
rope et menaçait le monde ?

Comment Manouchian encore, quelques
instants avant de mourir sous le feu des
mitrailleuses allemandes, peut-il écrire
dans sa dernière lettre : « je meurs sans
haine en moi pour le peuple allemand » ?
Comment ces étrangers d'hier - « et nos
frères pourtant » écrit Aragon - nous
aident à répondre aux questions que l'on
se pose aujourd'hui sur le monde et sur
nous-mêmes ?

Pour approcher au plus près la vérité pro-
fonde de l'engagement des étrangers dans
la résistance française, j'ai dû modifier
certains faits et bousculer la chronologie.
C'était nécessaire afin que cette his-
toire vraie devienne une légende pour
aujourd'hui, pour qu'elle nous aide à vivre
ici et maintenant.

Robert Guédiguian

Robert Guédiguian

**"Les peuples qui n'ont plus de légendes
Sont condamnés à mourir de froid"**

Saint Pol Roux cité par Louis Aragon dans l'introduction de la brochure
clandestine *Le crime contre l'esprit*, œuvre poétique.

Dernière lettre de Missak Manouchian reproduite
dans *Mélinée Manouchian*, Manouchian, EFR, 1977.

CE DOCUMENT A ÉTÉ INITIÉ ET CONÇU PAR PARENTHÈSE CINÉMA EN COLLABORATION AVEC
LE MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE, CHAMPIGNY-SUR-MARNE.
SON ICONOGRAPHIE PROVIENT DE LA COLLECTION DU MUSÉE.

AVEC LE SOUTIEN DE L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE.